

Rapport financier trimestriel

Période close au 30 septembre 2014

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ (NON AUDITÉ)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS	PAGE 15
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 37

1. Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 4 novembre 2014 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 septembre 2014. L'examen limité des comptes intermédiaires consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour la période close au 30 septembre 2014.

Le rapport d'activité semestriel doit être lu en liaison avec les comptes consolidés intermédiaires et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2013 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014 sous le numéro D.14-0275. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les trois mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des co-entreprises et des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Les montants sont généralement exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire. Les variations sur base comparable sont calculées à périmètre et taux de change constant, sauf indication contraire.

Afin d'avoir une information comparable et en accord avec les IFRS, les données 2013 ont été retraitées pour refléter l'impact du nouveau standard IFRS 11 sur les accords de co-entreprises, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. Aucune information contenue dans ce document n'est ou ne doit être interprétée comme une promesse ou une garantie quant à la performance future de Lafarge. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre pour la vente ou l'échange de titres Lafarge.

1.1 Chiffres clés consolidés

Synthèse des chiffres clés

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽⁴⁾	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽⁴⁾
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	88,0	85,7	3 %	5 %	31,0	31,2	-1 %	1 %
Granulats (MT)	120,3	123,2	-2 %	-1 %	50,4	52,5	-4 %	-4 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	19,9	20,2	-1 %	-2 %	7,1	7,2	-1 %	-2 %
<i>En millions d'euros, à l'exception du résultat net par action</i>								
Chiffre d'affaires	9 636	9 934	-3 %	4 %	3 636	3 700	-2 %	2 %
EBITDA	2 042	2 087	-2 %	8 %	887	920	-4 %	2 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	21,2 %	21,0 %	20pb	70pb	24,4 %	24,9 %	-50pb	20pb
Résultat d'exploitation courant	1 431	1 449	-1 %	11 %	676	710	-5 %	2 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	288	388	-26 %		218	304	-28 %	
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	1,00	1,35	-26 %		0,76	1,06	-28 %	
Cash flow libre ⁽³⁾	200	336	-40 %		360	450	-20 %	
Endettement net	10 271	10 357	-1 %					

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à respectivement 287,5 millions et 287,3 millions aux troisièmes trimestres 2014 et 2013, et à 287,4 millions et 287,2 millions pour les neuf premiers mois de 2014 et 2013, respectivement

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(4) A périmètre et taux de change constants, et en excluant le gain non-récurrent de 20 millions d'euros enregistré au premier trimestre 2013 sur l'Amérique du Nord.

Chiffre d'affaires par zone géographique et par activité

(en million d'euros)	9 Mois		Variation	Effet des changements de périmètre	Effet des variations de change	Variation sur base comparable	3 ^{ème} Trimestre		Variation sur base comparable
	2014	2013					2014	2013	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	2 195	2 317	-5 %	-1 %	-7 %	3 %	1 063	1 088	3 %
Europe occidentale	1 603	1 672	-4 %	-	-	-4 %	524	571	-8 %
Europe centrale et de l'Est	838	887	-6 %	-6 %	-5 %	5 %	349	399	-3 %
Moyen-Orient et Afrique	2 803	2 717	3 %	-	-5 %	10 % ⁽¹⁾	949	917	9 % ⁽¹⁾
Amérique Latine	549	677	-19 %	-15 %	-9 %	5 %	199	221	2 %
Asie	1 648	1 664	-1 %	-	-7 %	6 %	552	504	6 %
Par activité									
Ciment	6 429	6 575	-2 %	-2 %	-5 %	5 %	2 329	2 348	3 %
Granulats et Béton	3 173	3 321	-4 %	-	-5 %	1 %	1 295	1 340	-
Holdings et autres	34	38					12	12	
TOTAL	9 636	9 934	-3 %	-2 %	-5 %	4 %	3 636	3 700	2 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant l'impact de la baisse des volumes en Irak au T3 2014 dans le contexte actuel.

Non-ajusté de la baisse des volumes en Irak au T3 2014, la variation sur base comparable du chiffre d'affaires de la zone Moyen-Orient et Afrique est de 8% sur les neuf premiers mois de l'année, et 5% au troisième trimestre.

EBITDA par zone géographique et par activité

(en million d'euros)	9 Mois		Variation	Effet des changements de périmètre et des éléments non récurrents ⁽¹⁾	Effet des variations de change	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	3 ^{ème} Trimestre		
	2014	2013					2014	2013	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
Par zone géographique									
Amérique du Nord	399	412	-3 %	-8 %	-9 %	14 %	284	286	9 %
Europe occidentale	240	195	23 %	13 %	-	10 %	94	76	-10 %
Europe centrale et de l'Est	176	151	17 %	-1 %	-4 %	22 %	105	106	5 %
Moyen-Orient et Afrique	788	765	3 %	-3 %	-5 %	11 %	259	278	4 %
Amérique Latine	121	185	-35 %	-24 %	-7 %	-4 %	48	63	-1 %
Asie	318	379	-16 %	-	-6 %	-10 %	97	111	-15 %
Par activité									
Ciment	1 787	1 822	-2 %	-4 %	-6 %	8 %	736	748	-
Granulats et Béton	279	291	-4 %	-3 %	-7 %	6 %	169	189	-3 %
Holdings et autres	(24)	(26)					(18)	(17)	
TOTAL	2 042	2 087	-2 %	-4 %	-6 %	8 %	887	920	2 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et ajusté des éléments non-récurrents suivants :

Au niveau du Groupe et des activités : €20m de gain non-récurrent comptabilisé au premier trimestre 2013 sur l'Amérique du Nord

Au niveau des régions : Au T3 2014, €28m de ventes de crédits carbone (€26m sur l'Europe de l'Ouest et €2m sur l'Europe centrale et de l'Est) ont été réalisées et se compensent avec l'effet de la baisse des volumes en Irak dans le contexte actuel (€-24m). Ces éléments ne sont pas retraités dans les variations sur base comparable du Groupe mais sont ajustés sur l'Europe occidentale, l'Europe centrale et de l'Est et le Moyen-Orient et Afrique afin de montrer la performance opérationnelle sous-jacente de ces régions.

1.2. Analyse des résultats

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants du Groupe pour le troisième trimestre

- Après une solide croissance au premier semestre, la progression des volumes a été plus modérée au troisième trimestre, en raison d'une base de comparaison plus difficile en Europe, notamment en France, et d'une baisse des volumes en Irak. La croissance s'est poursuivie dans la plupart des marchés émergents ainsi qu'aux Etats-Unis et nous avons bénéficié du démarrage de nos nouvelles cimenteries en Inde et en Russie. À périmètre constant, et en excluant la baisse des volumes en Irak au troisième trimestre, les volumes ciment sont en hausse de 6 % depuis le début de l'année et de 3 % par rapport au troisième trimestre 2013.
- L'effet des variations de change s'est atténué au cours du trimestre avec un impact sur le chiffre d'affaires et l'Ebitda de -2 % et -3 % respectivement (-69 millions d'euros sur le chiffre d'affaires et -26 millions d'euros sur l'Ebitda).
- Les mesures de réduction de coûts et d'innovation ont généré respectivement 75¹ millions d'euros et 60¹ millions d'euros au cours du trimestre. Sur les neuf premiers mois, la contribution de ces mesures s'élève à 425 millions d'euros et nous sommes en ligne avec notre objectif de générer 600 millions d'euros sur 2014. Les prix du ciment sont restés stables par rapport au deuxième trimestre, et sont en progression de 2,2 % par rapport au troisième trimestre 2013, soutenus par nos hausses de prix dans un contexte d'inflation des coûts.
- Le résultat net part du Groupe est en baisse de -28 %. Retraité des plus-values de cessions et des coûts liés à la fusion, il est stable. L'amélioration de la contribution des « joint-ventures », notamment au Royaume-Uni, et la réduction des frais financiers ont compensé l'effet défavorable des variations de périmètre et de change.
- Le Groupe a sécurisé 1,4 milliard d'euros de cessions depuis le début de l'année, dont 0,9 milliard d'euros restent à percevoir, essentiellement au 4^{ème} trimestre, et contribueront intégralement à la réduction de l'endettement.
- Avec la récente notification formelle de notre projet de fusion avec Holcim auprès de la Commission européenne, toutes les notifications nécessaires ont désormais été effectuées auprès des différentes autorités de la concurrence.

¹ Ebitda avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'Ebitda de 115 millions d'euros (65 millions d'euros de réduction de coûts et 50 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation).

Synthèse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA

Après un premier semestre 2014 durant lequel le secteur de la construction a été mieux orienté que l'année précédente, le troisième trimestre a vu des tendances contrastées. De fait, on a observé un ralentissement dans la plupart des pays européens, à l'exception du Royaume-Uni qui a continué à profiter d'un marché bien orienté. L'Amérique du Nord a bénéficié d'une hausse des volumes soutenue notamment par la croissance du secteur résidentiel aux Etats-Unis. Sur la plupart des marchés émergents, l'activité de construction a continué à bénéficier de dynamiques vigoureuses.

À périmètre constant, les ventes de ciment ont connu une progression en volumes de 5 % sur les neuf premiers mois de l'année et de 1 % au troisième trimestre, soutenues principalement par la croissance vigoureuse enregistrée aux Etats-Unis, par l'accroissement des volumes en Egypte avec la mise en œuvre progressive de notre stratégie de diversification des combustibles, par le démarrage de nos nouvelles cimenteries au Rajasthan en Inde et dans la région de Moscou en Russie, par la progression des ventes à l'export et par nos actions en matière d'innovation. L'impact positif de ces facteurs a été en partie compensé par une baisse des volumes en France, où le secteur de la construction demeure faible, et en Irak compte tenu des difficultés logistiques pour transporter le ciment au cours du trimestre. En excluant l'impact de la situation spécifique en Irak, les volumes domestiques de ciment vendus ont progressé de 3 % au cours du trimestre. Nos ventes de granulats et béton prêt à l'emploi ont respectivement baissé de 1 % et 2 % en volumes par rapport aux neuf premiers mois de 2013. Au troisième trimestre, elles ont baissé de respectivement de 4 % et 2 %, principalement sous l'effet de la baisse d'activité en France, et de l'achèvement l'année passée de grands projets d'infrastructures dans l'ouest du Canada.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 9 636 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, est ressorti en repli de 3 % par rapport à l'année 2013, et a reculé de 2 % à 3 636 millions d'euros au troisième trimestre.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de -1,8 % (soit -179 millions d'euros) sur le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de l'année, reflétant principalement la cession de nos activités cimentières au Honduras et en Ukraine, l'effet de la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia, et la cession d'actifs granulats aux États-Unis. Les variations de change ont eu un impact défavorable sur le chiffre d'affaires (-5,2 % sur les neuf premiers mois de l'année, soit -488 millions d'euros), reflétant principalement l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, au rand sud-africain, au real brésilien et à différentes devises asiatiques, notamment la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé a crû de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2013 et de 2 % au troisième trimestre, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses prix dans l'ensemble de nos lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts. Les prix du ciment ont augmenté de 2,2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 en réponse à l'inflation des coûts.

L'EBITDA a également subi l'impact négatif des variations de change (-6 %, soit -111 millions d'euros sur l'EBITDA des neuf premiers mois de l'année 2014) et des changements de périmètre (-3 %, soit -63 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année), ainsi que d'une perte de 20 millions d'euros liée à la modification de la comptabilisation des régimes de retraite en Amérique du Nord au premier trimestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a progressé de 8 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013. La marge brute d'exploitation s'est inscrite en hausse de 70 points de base, grâce à nos mesures visant à réduire les coûts et à promouvoir l'innovation, qui ont généré 425 millions d'euros d'EBITDA total² additionnel au cours des neuf premiers mois de 2014. Au troisième trimestre, l'EBITDA s'est inscrit en hausse de 2 % malgré un environnement de baisse des volumes en Europe et l'impact de l'Irak sur nos résultats (-24 millions d'euros au troisième trimestre). Cette amélioration est liée à nos mesures internes et à la bonne orientation du marché aux Etats-Unis et sur la plupart des marchés au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi qu'aux ventes de crédit carbone à hauteur de 28 millions d'euros.

² EBITDA avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA de 115 millions d'euros au troisième trimestre (65 millions d'euros de réduction de coûts et 50 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation), et de 365 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2014.

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	8,7	8,4	3 %	3 %	4,1	4,0	2 %	2 %
Granulats (MT)	62,4	67,6	-8 %	-4 %	30,0	31,5	-5 %	-4 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	4,1	4,3	-3 %	-5 %	1,8	1,8	-	-2 %
Chiffre d'affaires	2 195	2 317	-5 %	3 %	1 063	1 088	-2 %	3 %
EBITDA	399	412	-3 %	14 %	284	286	-1 %	9 %
Marge brute d'exploitation	18,2 %	17,8 %	40pb	180pb	26,7 %	26,3 %	40pb	150pb
Résultat opérationnel courant	298	295	1 %	22 %	248	247	-	11 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant €20m de gain non récurrent réalisé au premier trimestre 2013

Les marchés ont globalement suivi une orientation favorable dans la région, soutenus par l'amélioration des tendances du secteur résidentiel aux Etats-Unis et la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada. Les volumes sont repartis à la hausse à partir du deuxième trimestre 2014, après un premier trimestre pénalisé par des conditions météorologiques défavorables dans les régions où nous sommes présents aux Etats-Unis et au Canada.

Le chiffre d'affaires ressort en baisse de 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 (2 % au troisième trimestre), sous l'effet particulièrement défavorable des variations de change. Sur les neuf premiers mois de l'année, la dépréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a eu un impact négatif de 7 % sur le chiffre d'affaires, tandis que les cessions d'actifs granulats l'ont réduit de 1 %.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 3 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et au troisième trimestre, soutenu par la hausse des prix mise en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits et par l'augmentation des volumes vendus de ciment.

- **Aux Etats-Unis**, le secteur de la construction a bénéficié d'un fort effet de rattrapage à partir de mars 2014, après un démarrage faible lié aux conditions météorologiques particulièrement défavorables dans le nord-est du pays. A périmètre constant, les volumes vendus de ciment ont crû de 6 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et de 5 % par rapport au troisième trimestre 2013. Nos activités Granulats et Béton, davantage exposées au segment des infrastructures, ont connu des tendances moins favorables. Les volumes vendus de granulats sont restés stables par rapport aux neuf premiers mois, et ont progressé de 5 % au troisième trimestre. Les volumes vendus de béton prêt à l'emploi ont baissé de 7 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et de 2 % par rapport au troisième trimestre 2013, en raison d'un nombre de projets moins élevé.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires est resté globalement stable, sous l'effet du démarrage tardif de la saison de la construction après un hiver particulièrement sévère. A périmètre constant, les volumes vendus de ciment sont restés stables par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et ont légèrement diminué de 1 % au troisième trimestre. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont baissé de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, qui avaient bénéficié de plusieurs grands projets maintenant achevés.

À périmètre et taux de change constants, et en excluant un gain non récurrent de 20 millions d'euros sur certains plans de retraite comptabilisé au premier trimestre 2013, l'EBITDA s'est amélioré sur le trimestre et par rapport aux neuf premiers mois de 2013, soutenu par la hausse des volumes et des prix aux Etats-Unis. Les hausses de prix ont été mises en place de manière progressive en réponse à l'inflation des coûts.

Europe occidentale

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	8,9	9,1	-2 %	-2 %	3,0	3,2	-6 %	-6 %
Granulats (MT)	25,5	26,1	-2 %	-1 %	8,1	9,0	-10 %	-9 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	5,5	5,8	-5 %	-5 %	1,8	2,0	-9 %	-9 %
Chiffre d'affaires	1 603	1 672	-4 %	-4 %	524	571	-8 %	-8 %
EBITDA	240	195	23 %	10 %	94	76	24 %	-10 %
Marge brute d'exploitation	15,0 %	11,7 %	330pb	180pb	17,9 %	13,3 %	460pb	-20pb
Résultat opérationnel courant	110	62	77 %	39 %	50	32	56 %	-23 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant €26m de ventes de crédit carbone réalisées au troisième trimestre 2014.

Notre chiffre d'affaires a diminué de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et 8 % par rapport au troisième trimestre 2013, sous l'effet de la baisse des volumes observée dans plusieurs pays. Les variations de périmètre et des taux de change ont eu un impact négligeable.

- **En France**, l'activité de construction est restée atone sur les neuf premiers mois, en ligne avec les perspectives que nous avons indiquées en début d'année. Dans le secteur résidentiel, les permis de construire sont revenus en territoire positif après plus de deux années de déclin, mais à court terme, le nombre de mises en chantier reste en recul. Le segment des infrastructures reste confronté à un environnement défavorable. Par rapport aux neuf premiers mois de 2013, les volumes vendus de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont baissé de respectivement 6 %, 2 % et 7 %.
- **En Espagne**, quelques signes de reprise économique sont perceptibles, mais ils ne sont pas encore faits ressentir dans le secteur de la construction. Les volumes vendus de ciment sont en recul de 1 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et de 4 % par rapport au troisième trimestre 2013.
- L'activité de construction **en Grèce** a également montré quelques signes d'amélioration. Nos activités de ciment et de béton prêt à l'emploi ont été soutenues par différents projets d'infrastructures lancés au début de 2014. Les volumes vendus de ciment ont progressé de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, mais ont marqué une pause au troisième trimestre, après la forte croissance sur des bases faibles enregistrée au premier semestre. Nos activités granulats et béton ont affiché une croissance à deux chiffres sur les neuf premiers mois de l'année.

Sur base comparable, l'EBITDA a crû de 10 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année, mais il s'est contracté de 10 % au troisième trimestre, reflétant principalement l'impact de la baisse des volumes vendus en France. Toutefois, la marge brute d'exploitation est restée pratiquement stable au troisième trimestre 2014, et est en forte amélioration par rapport aux neuf premiers mois de 2013, soutenue par des mesures de réduction significatives des coûts.

Europe centrale et de l'Est

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	9,3	9,8	-4 %	2 %	3,9	4,4	-9 %	-2 %
Granulats (MT)	16,3	15,1	8 %	1 %	6,9	7,2	-5 %	-9 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	1,5	1,2	33 %	33 %	0,6	0,6	3 %	3 %
Chiffre d'affaires	838	887	-6 %	5 %	349	399	-13 %	-3 %
EBITDA	176	151	17 %	22 %	105	106	-1 %	5 %
Marge brute d'exploitation	21,0 %	17,0 %	400pb	290pb	30,1 %	26,6 %	350pb	230pb
Résultat opérationnel courant	109	85	28 %	32 %	81	84	-4 %	3 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant €2m de ventes de crédit carbone réalisées au troisième trimestre 2014.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 6 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année passée, et de 13 % par rapport au troisième trimestre 2013, sous l'effet de la dépréciation du rouble russe et de la cession de nos activités ciment en Ukraine, réalisée à la fin du troisième trimestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, malgré un recul de 3 % sur le trimestre, soutenu par les hausses de prix tandis que les volumes ont marqué une pause après un premier semestre bien orienté. Les lignes de produits ciment et granulats ont connu une baisse des volumes, tandis que l'activité béton prêt à l'emploi a bénéficié de différents projets.

- **En Pologne**, le marché de la construction est resté atone, le précédent plan de financement d'infrastructures de l'Union Européenne étant échu, tandis que les effets du nouveau plan devraient être plus visibles à partir du second semestre 2015. Les volumes vendus de ciment sont en hausse de 1 % sur les neuf premiers mois de l'année et en baisse de 11 % au troisième trimestre. Nos activités de granulats et de béton prêt à l'emploi avaient été soutenues par différents projets qui sont à présent achevés.
- **En Roumanie**, les volumes vendus de ciment ont progressé de 2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, le rebond du segment résidentiel compensant la contraction des projets d'infrastructures.
- **En Russie**, la consommation de ciment sur le marché domestique a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière. Nos ventes de ciment ont augmenté de 11 % en volumes par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et de 19 % par rapport au troisième trimestre 2013, traduisant la montée en puissance de notre nouvelle cimenterie de 2 MT située dans le sud de la région de Moscou après sa mise en service en avril.

L'EBITDA sur base comparable a progressé de 22 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et de 5 % par rapport au troisième trimestre 2013, avec une amélioration solide des marges brutes d'exploitation, soutenus par les efforts de réduction des coûts et les actions de promotion de l'innovation.

Moyen-Orient et Afrique

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	31,8	29,6	7 %	6 %	10,3	10,2	-	5 %
Granulats (MT)	7,5	6,3	17 %	17 %	2,5	2,1	15 %	15 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	4,2	3,8	7 %	4 %	1,3	1,3	5 %	2 %
Chiffre d'affaires	2 803	2 717	3 %	10 %	949	917	3 %	9 %
EBITDA	788	765	3 %	11 %	259	278	-7 %	4 %
Marge brute d'exploitation	28,1 %	28,2 %	-10pb	40pb	27,3 %	30,3 %	-300pb	-140pb
Résultat opérationnel courant	593	562	6 %	16 %	193	211	-9 %	7 %

- (1) A périmètre et taux de change constants, et en ne tenant compte que des volumes domestiques pour la variation sur base comparable des volumes, et en excluant l'impact de la baisse des volumes en Irak au troisième trimestre dans le contexte actuel. En tenant compte de cet impact :
- Variation sur base comparable au T3 : volumes domestiques : -2 %, chiffre d'affaires : 5 %, EBITDA : -5 %, résultat opérationnel courant : -6 %.
 - Variation sur base comparable aux 9M : volumes domestiques : 4 %, chiffre d'affaires : 8 %, EBITDA : 8 %, résultat opérationnel courant : 11 %.

Le chiffre d'affaires a progressé de 3 % tant sur le trimestre et que par rapport aux neuf premiers mois de 2013, malgré l'impact de la dépréciation de certaines devises de la région.

La région a été affectée par la situation actuelle en Irak, où les difficultés logistiques pour acheminer le ciment dans certaines régions du pays ont pesé sur les volumes vendus.

Si l'on exclut cet impact, le chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants se sont inscrits en hausse de 10 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et de 9 % sur le trimestre, la plupart des pays apportant une contribution positive par rapport à l'année dernière aussi bien sur les neuf premiers mois qu'au troisième trimestre.

- **Au Nigéria**, les volumes vendus de ciment ont enregistré une hausse de 5 % aussi bien par rapport aux neuf premiers mois de 2013 que par rapport au troisième trimestre 2013, et les prix ont été bien orientés en réponse à l'inflation des coûts. Les tendances de marché sous-jacentes sont fortes, mais la croissance de la consommation de ciment a été limitée par des événements conjoncturels. La demande a ainsi été limitée par des niveaux de production insuffisants dans le pays au premier semestre 2014 et, au troisième trimestre, par des pluies importantes combiné à un ralentissement des projets d'infrastructures du fait des élections générales prévues sur le premier trimestre 2015.
- **En Algérie**, nos ventes de ciment ont crû de 12 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, reflétant les besoins importants en ciment de ce pays et l'accent qui continue à être mis sur les produits innovants. Au troisième trimestre, les volumes vendus sont restés stables par rapport à l'année passée, du fait de l'anticipation d'opérations de maintenance. Nous avons également poursuivi le développement de nos activités de béton prêt à l'emploi dans le pays afin de compléter notre offre clients.
- **En Egypte**, les tendances de marché sous-jacentes sont positives et s'améliorent encore avec les annonces récentes de projets d'infrastructures, mais les niveaux nationaux de production de ciment continuent à être pénalisés par la pénurie de combustibles. Grâce à l'utilisation croissante du coke de pétrole, nos volumes vendus de ciment se sont inscrits en hausse de 28 % au troisième trimestre et de 22 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013. Le contexte de hausse des coûts et de pénurie de ciment dans le pays ont favorisé une augmentation des prix de vente du ciment.
- **En Irak**, les volumes vendus de ciment ont reculé de 15 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et ont pratiquement baissé de moitié au troisième trimestre, pénalisés par la capacité limitée à assurer le transport du ciment à travers le pays à partir du mois de juin. Cette évolution a en grande partie annulé la forte croissance enregistrée sur les cinq premiers mois de l'année. Les prix se sont situés à des niveaux moins élevés que l'an passé, en raison d'ajustements des prix opérés en 2013 en réponse aux imports iraniens, et de la baisse des prix dans le nord du pays à partir du mois de juin.
- **Au Kenya**, l'activité de construction a bénéficié d'une orientation positive. Nos ventes de ciment en volumes se sont inscrites en progression de 1 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, tandis que les prix moyens ont été moins élevés que l'an passé.

- **En Syrie**, les volumes de ciment vendus sur les neuf premiers mois de 2014 ont été limités du fait de la situation actuelle dans le pays³.
- **En Afrique du Sud**, après un deuxième trimestre pénalisé par les grèves nationales et par les élections générales de mai, le marché de la construction a bénéficié de tendances plus positives. Nos volumes vendus de ciment se sont toutefois inscrits en retrait de 6 % rapport aux neuf premiers mois de 2013 et de 1 % par rapport au troisième trimestre 2013, également affectés par la mise en service de la cimenterie d'un nouveau concurrent. Nos volumes de granulats ont de nouveau enregistré une croissance à deux chiffres sur les neuf premiers mois de l'année et sur le trimestre, soutenus par une série de projets routiers.

À périmètre et taux de change constants, et en excluant l'impact de la baisse des volumes en Irak, la marge brute d'exploitation s'est améliorée de 40 points de base par rapport aux neuf premiers mois de 2013, sous l'effet conjugué de la hausse du chiffre d'affaires et d'importantes mesures de réductions des coûts et d'innovation, tandis que le troisième trimestre a été affecté par le décalage de certains coûts d'un trimestre à l'autre et par un gain non-récurrent de 8 millions d'euros comptabilisé en 2013.

Amérique latine

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	5,6	6,8	-18 %	-2 %	2,0	2,3	-16 %	-5 %
Granulats (MT)	2,2	2,0	10 %	5 %	0,9	0,8	18 %	8 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	1,1	0,9	24 %	24 %	0,4	0,3	24 %	24 %
Chiffre d'affaires	549	677	-19 %	5 %	199	221	-10 %	2 %
EBITDA	121	185	-35 %	-4 %	48	63	-24 %	-1 %
Marge brute d'exploitation	22,0 %	27,3 %	-530pb	-200pb	24,1 %	28,5 %	-440pb	-50pb
Résultat opérationnel courant	97	156	-38 %	-7 %	40	55	-27 %	-4 %

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation ont été pénalisés par la dépréciation du real brésilien et par les cessions effectuées en 2013 (cession de nos activités cimentières au Honduras réalisée à la fin novembre 2013 et déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia en juillet 2013).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et de 2 % sur le troisième trimestre, sous l'effet des hausses de prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

- **Au Brésil**, les ventes de ciment en volumes se sont contractées de 2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et de 5 % au troisième trimestre, une évolution qui traduit la décélération de la demande sur le marché après la Coupe du Monde de Football et avant les élections générales du mois d'octobre. Les prix ont été relevés en réponse à l'inflation des coûts. La nouvelle station de broyage située dans la région de Rio a démarré à la fin du premier trimestre 2014.
- **En Equateur**, le marché de la construction s'est infléchi en raison du retard de certains projets d'infrastructures. Des signes d'amélioration ont été observés pour le secteur de la construction en septembre après six mois de contraction, grâce à la réactivation de plusieurs grands projets hydroélectriques. Nos ventes de ciment se sont inscrites en hausse de 1 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013.

Sur base comparable, l'EBITDA a baissé de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, mais il est resté pratiquement stable par rapport au troisième trimestre 2013, la tendance morose sur le marché brésilien de la construction et l'inflation des coûts ayant été pratiquement compensées par les hausses de prix et les mesures en matière d'innovation.

³ La situation actuelle et l'exposition du Groupe en Syrie sont décrites dans la note 2.1 des comptes consolidés inclus dans le rapport financier au 30 septembre 2014

Asie

	9 Mois		Variation	Variation sur base comparable	3 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	23,7	22,0	7 %	7 %	7,7	7,1	8 %	8 %
Granulats (MT)	6,4	6,1	5 %	-1 %	2,0	1,9	8 %	-
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	3,5	4,2	-17 %	-17 %	1,2	1,2	-4 %	-4 %
Chiffre d'affaires	1 648	1 664	-1 %	6 %	552	504	10 %	6 %
EBITDA	318	379	-16 %	-10 %	97	111	-13 %	-15 %
Marge brute d'exploitation	19,3 %	22,8 %	-350pb	-330pb	17,6 %	22,0 %	-440pb	-440pb
Résultat opérationnel courant	224	289	-22 %	-16 %	64	81	-21 %	-24 %

La région a été sévèrement pénalisée par l'effet négatif des variations de change, notamment par la dépréciation de la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en progression de 6 % à la fois sur le trimestre et par rapport aux neuf premiers mois de 2013, soutenu principalement par les volumes générés par notre nouvelle usine en Inde et par les tendances positives observées aux Philippines.

- **En Inde**, le marché de la construction a commencé à retrouver son dynamisme après les élections générales et la saison de la mousson. Nos volumes de ventes de ciment ont fortement augmenté, soutenus par la montée en puissance de notre nouvelle cimenterie de 2,6 MT au Rajasthan, mise en service au troisième trimestre 2013. Les prix sont en léger retrait par rapport à l'année passée.
- **En Malaisie**, nos ventes de ciment se sont contractées de 2 % en volumes aussi bien par rapport aux neuf premiers mois de 2013 qu'au troisième trimestre. Le marché de la construction a bénéficié d'une orientation positive, mais les niveaux de production ont été limités dans l'une de nos usines. Les prix du ciment ont subi l'impact de la mise en service de nouvelles capacités de production, et ceci dans un contexte de forte inflation des coûts. Nos ventes de béton prêt à l'emploi ont diminué par rapport à l'année dernière après l'achèvement de certains grands projets, notamment la construction du nouveau terminal de l'aéroport international de Kuala Lumpur.
- **Aux Philippines**, le démarrage de l'année pour le marché de la construction a été lent en raison des retards intervenus dans le programme de dépenses du gouvernement. Toutefois, le marché a retrouvé une orientation plus favorable à partir du mois de mars. Nos ventes de ciment en volumes se sont inscrites en hausse de 5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013, et de 11 % au troisième trimestre.
- **En Corée du Sud**, l'activité de construction s'est inscrite en léger recul par rapport à l'année dernière, et nos ventes de ciment ont diminué de 3 % par rapport aux neuf premiers mois de 2013.

Malgré des réductions de coûts importantes, l'EBITDA s'est inscrit en retrait à la fois par rapport aux neuf premiers mois de 2013 et sur le trimestre, sous l'effet combiné d'une forte inflation des coûts dans l'ensemble de la région, notamment des coûts énergétiques, d'achats de clinker plus élevés et de la baisse des prix observée en Malaisie au troisième trimestre. Notre nouvelle cimenterie au Rajasthan continue sa montée en puissance, et sa contribution à l'EBITDA devrait augmenter de manière progressive.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 30 septembre 2014 et 2013 :

(en millions d'euros)

	9 Mois		Variation
	2014	2013	%
EBITDA	2 042	2 087	-2 %
Amortissements	(611)	(638)	-4 %
Résultat d'exploitation courant	1 431	1 449	-1 %
Plus (moins) valeurs de cession	33	91	
Autres produits (charges) d'exploitation	(190)	(163)	
Résultat d'exploitation	1 274	1 377	-7 %
Produits (frais) financiers nets	(701)	(751)	-7 %
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	63	3	
Résultat avant impôts	636	629	1 %
Impôts	(240)	(180)	33 %
Résultat net des activités poursuivies	396	449	-12 %
Résultat net des activités abandonnées	-	47	
Résultat net	396	496	-20 %
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	288	388	-26 %
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	108	108	-

Le montant des amortissements s'est inscrit en retrait à 611 millions d'euros contre 638 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013, sous l'effet des variations de change et des cessions réalisées en 2013 et début 2014.

Les plus-values de cession se sont élevées à 33 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014, contre 91 millions d'euros en 2013, et comprennent principalement le gain réalisé sur la cession d'actifs granulats au Maryland (Etats-Unis).

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 190 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014 contre 163 millions d'euros en 2013. En 2014, le Groupe a notamment enregistré 59 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts (16 millions d'euros sur le troisième trimestre), et a engagé 47 millions d'euros de coûts liés au projet de fusion Lafarge Holcim.

Le résultat d'exploitation, à 1 274 millions d'euros, a baissé de 7 %. L'effet de la croissance des volumes et des actions de réduction des coûts et d'innovation a compensé l'impact négatif de la variation des taux de change, mais le résultat d'exploitation a été impacté par les coûts engagés dans le cadre du projet de fusion Lafarge Holcim et des gains de cessions moins élevés que l'an passé.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, ont baissé, passant de 751 millions d'euros à 701 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014.

Les charges financières au titre de la dette nette, à 562 millions d'euros, se sont inscrites en retrait par rapport aux neuf premiers mois de 2013, sous l'effet du remboursement de deux emprunts obligataires fin mai et mi-juillet 2014 pour un total de 1,6 milliard d'euros grâce au produit des cessions réalisés et un emprunt obligataire de 750 millions d'euros bénéficiant d'un taux plus bas émis fin septembre 2013. L'effet de ces remboursements a été partiellement compensé par un montant d'intérêts capitalisés moins élevé du fait de l'achèvement de certains projets sur la période. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,3 % sur les neuf premiers mois de 2014, quasiment stable par rapport à l'an passé.

Les variations de change ont entraîné une perte de 21 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014, contre une perte de 63 millions d'euros l'an passé.

Les autres charges financières s'élèvent à 118 millions d'euros contre 110 millions d'euros en 2013. Elles incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires, et les intérêts nets liés aux plans de retraites. Elles ont légèrement augmenté par rapport à l'an passé notamment sous l'effet de la variation des instruments financiers.

La quote-part dans le résultat des co-entreprises et des entreprises associées a représenté un gain net de 63 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014, contre 3 millions d'euros en 2013, ce qui reflète principalement la progression de nos résultats au Royaume-Uni, où les synergies s'accélérent et où l'on assiste à une reprise du marché.

La charge d'impôt s'est élevée à 240 millions d'euros sur le neuf premiers mois de 2014, correspondant à un taux effectif d'impôts de 42 % du fait d'un impact non-récurrent sans contrepartie de trésorerie de 38 millions d'euros comptabilisé au premier trimestre 2014 lié à la cession d'actifs granulats dans le Maryland.

Le résultat net part du Groupe⁴ ressort en baisse à 288 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014 (218 millions d'euros au troisième trimestre), en raison de la baisse des gains nets d'impôts sur les cessions d'actifs et des coûts engagés dans le cadre du projet de fusion Lafarge Holcim. En excluant l'impact de ces éléments non-récurrents, le résultat net et le résultat par action ont progressé de 18 % sur les neuf premiers mois de 2014 et de 3 % par rapport au troisième trimestre 2013, sous l'effet de la croissance organique, d'une contribution accrue des joint-ventures, notamment au Royaume-Uni et d'une baisse des frais financiers, ce qui a plus que compensé l'impact négatif des variations de change et de périmètre.

La contribution des participations minoritaires, à 108 millions d'euros, est stable comparé à l'année passée, l'effet de volumes en hausse dans différents pays de la région Moyen-Orient et Afrique ayant été compensé par la limitation des ventes en Irak depuis juin 2014.

⁴ Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont établis à 419 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014 (534 millions d'euros générés sur la même période l'an passé).

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies ont baissé de 115 millions d'euros sous l'effet combiné de l'évolution défavorable des variations de change sur l'EBITDA et d'une hausse des frais financiers payés liée à des décalages de paiement de coupons d'intérêts financiers. Le besoin en fonds de roulement a été maintenu à un niveau bas. Nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict⁵ ont ainsi limité l'augmentation normale du besoin en fonds de roulement liée au caractère saisonnier de nos activités. Exprimé en nombre de jours de ventes, le besoin en fonds de roulement strict est resté stable comparé à celui déjà optimisé à fin septembre 2013.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont représenté une sortie de trésorerie de 329 millions d'euros de trésorerie sur les neuf premiers mois de 2014 (164 millions d'euros de trésorerie générée en 2013).

Les investissements de maintien ont été légèrement augmentés en 2014, à 219 millions d'euros versus 198 millions d'euros en 2013.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 398 millions d'euros contre 479 millions d'euros l'an passé, conformément à notre stricte discipline d'investissement. Ils sont liés à la finalisation de notre usine à Kaluga (Russie) qui a produit son premier ciment en avril, aux projets d'extension et de rénovation en Amérique du Nord (Exshaw au Canada et Ravena aux Etats-Unis), et à différents projets de « dégoulottage », consistant à augmenter les capacités cimentières dans nos usines existantes. Les acquisitions se sont élevées à 160 millions d'euros et comprennent principalement des investissements visant à renforcer notre réseau industriel en France.

Les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 524 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014 (1 029 millions d'euros en 2013). Elles comprennent principalement la cession de carrières de granulats dans le Maryland et le Nouveau Mexique (Etats-Unis), et la cession de notre participation de 20 % dans Siniat (activité plâtre en Europe et Amérique latine).

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 septembre 2014, les capitaux propres du Groupe se sont élevés à 17 455 millions d'euros (16 285 millions d'euros au 31 décembre 2013) **et l'endettement net à 10 271 millions d'euros** (9 846 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les capitaux propres ont progressé sous l'effet de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères (1 192 millions d'euros), tandis que l'impact du résultat net de 396 millions d'euros a pratiquement annulé les dividendes de la période (402 millions d'euros).

L'évolution de la dette nette reflète principalement les effets saisonniers habituels sur notre trésorerie et les investissements industriels réalisés sur la période, en partie compensés par l'optimisation du besoin en fonds de roulement et les cessions encaissées.

Perspectives

Pour l'exercice 2014, le Groupe confirme attendre une croissance globale de la demande de ciment comprise entre 2 et 5 % sur ses marchés par rapport à 2013. Les marchés émergents restent le principal moteur de croissance de la demande. Lafarge en bénéficiera grâce à un portefeuille d'actifs de grande qualité et géographiquement équilibré.

L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme similaire à celui de 2013, ce qui devrait se traduire par des prix de vente globalement en hausse.

Dans la perspective du projet de fusion avec Holcim, le Groupe a décidé de faire une pause dans le programme des désinvestissements qui avaient été prévus avant l'annonce de ce projet.

⁵ Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	9 636	9 934	3 636	3 700	13 091
Coût des biens vendus	(7 366)	(7 543)	(2 671)	(2 674)	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(839)	(942)	(289)	(316)	(1 210)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 431	1 449	676	710	1 937
Plus- (moins-) values de cession	33	91	-	45	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(190)	(163)	(84)	(62)	(295)
Résultat d'exploitation	1 274	1 377	592	693	1 933
Charges financières	(793)	(840)	(269)	(268)	(1 122)
Produits financiers	92	89	38	5	138
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	63	3	33	14	-
Résultat avant impôts	636	629	394	444	949
Impôts	(240)	(180)	(140)	(120)	(242)
Résultat net des activités poursuivies	396	449	254	324	707
Résultat net des activités abandonnées	-	47	-	26	46
Résultat net	396	496	254	350	753
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	288	388	218	304	601
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	108	108	36	46	152
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	1,00	1,35	0,76	1,06	2,09
-résultat par action dilué	0,99	1,34	0,75	1,05	2,08
Dont activités poursuivies					
-résultat par action de base	1,00	1,19	0,76	0,97	1,93
-résultat par action dilué	0,99	1,18	0,75	0,96	1,92
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 402	287 242	287 457	287 317	287 268

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.
Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

(millions d'euros)	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
Résultat net	396	496	254	350	753
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat					
Gains et pertes actuariels	(39)	140	112	56	119
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	19	(51)	(21)	(19)	(74)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(20)	89	91	37	45
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat					
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(14)
Couverture des flux de trésorerie	(6)	4	(4)	2	8
Écarts de conversion	1 192	(1 415)	1 047	(727)	(1 698)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	1	(1)	-	1	(1)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	1 187	(1 412)	1 043	(724)	(1 705)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS					
dont quote-part du résultat global des co-entreprises et entreprises associées, net d'impôt	196	(85)	129	(8)	(32)
RÉSULTAT GLOBAL	1 563	(827)	1 388	(337)	(907)
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	1 349	(838)	1 258	(321)	(928)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	214	11	130	(16)	21

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 39 millions d'euros de pertes actuarielles sur les neuf premiers mois de 2014 en capitaux propres (soit 20 millions d'euros nets d'impôts), liées principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent principalement de l'effet de la diminution des taux d'actualisation partiellement compensé par les gains actuariels sur les actifs de régime.

Écarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2014 et le 30 septembre 2014 (taux de clôture) comprend 521 millions d'euros au titre de l'appréciation du dollar américain, de la livre égyptienne et du dinar irakien par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 septembre	Au 31 décembre	Au 1 ^{er} janvier
	2014	2013*	2013*
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	29 651	28 883	29 301
Goodwill	11 558	11 184	11 953
Immobilisations incorporelles	370	363	426
Immobilisations corporelles	12 381	12 273	13 441
Participations dans des co-entreprises et des entreprises associées	3 214	3 110	1 550
Autres actifs financiers	812	734	727
Instruments dérivés	51	8	27
Impôts différés	1 246	1 178	1 141
Autres débiteurs	19	33	36
ACTIF COURANT	6 824	7 422	8 695
Stocks	1 540	1 475	1 526
Clients	2 062	1 982	1 539
Autres débiteurs	831	612	690
Instruments dérivés	84	23	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 307	3 330	2 606
Actifs en cours de cession	-	-	2 266
TOTAL ACTIF	36 475	36 305	37 996
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Capital	1 150	1 149	1 149
Primes	9 728	9 710	9 695
Actions propres	(4)	(1)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 827	6 651	6 477
Autres réserves	(910)	(833)	(925)
Ecart de conversion	(1 202)	(2 037)	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 589	14 639	14 555
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 866	1 808	1 868
CAPITAUX PROPRES	17 455	16 447	16 285
PASSIF NON COURANT	13 020	13 596	14 121
Impôts différés	813	835	897
Provision avantages du personnel	1 261	1 270	1 476
Provisions	521	605	638
Passifs financiers	10 366	10 808	11 028
Instruments dérivés	1	6	3
Autres créditeurs	58	72	79
PASSIF COURANT	6 000	6 262	6 341
Provision avantages du personnel	140	101	102
Provisions	90	122	123
Fournisseurs	2 014	1 847	1 725
Autres créditeurs	1 271	1 264	1 427
Impôts à payer	139	24	213
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 319	2 869	2 328
Instruments dérivés	27	35	52
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	-	371
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	36 475	36 305	37 996

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
<i>(millions d'euros)</i>					
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	396	496	254	350	753
Résultat net des activités abandonnées	-	47	-	26	46
Résultat net des activités poursuivies	396	449	254	324	707
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers:</i>					
Amortissements des immobilisations	611	638	211	210	857
Pertes de valeur des actifs	19	50	13	28	110
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	(63)	(3)	(33)	(14)	-
(Plus)- et moins- value de cession	(33)	(91)	-	(45)	(291)
(Produits) charges financiers	701	751	231	263	984
Impôts	240	180	140	120	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(55)	(65)	(44)	(41)	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(436)	(462)	(26)	(44)	(56)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	1 380	1 447	746	801	2 416
Intérêts reçus (payés)	(622)	(569)	(182)	(159)	(835)
Impôts sur les bénéfices payés	(339)	(344)	(106)	(109)	(476)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	419	534	458	533	1 105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	-	1	-	-	1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	419	535	458	533	1 106
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(624)	(681)	(236)	(212)	(950)
Acquisitions de titres de filiales ⁽¹⁾	(76)	(14)	(54)	1	(18)
Investissement dans les co-entreprises et les entreprises associées	(10)	(13)	(3)	(13)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(10)	-	(6)	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	480	853	93	701	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(89)	19	(16)	20	15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(329)	164	(222)	497	105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	-	(2)	-	(1)	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(329)	162	(222)	496	103
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	7	3	-	1	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(13)	(2)	(2)	-	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	44	188	8	178	188
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	(14)	-	-	-	-
Dividendes versés	(289)	(289)	(289)	(289)	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(108)	(172)	(56)	(42)	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 007	1 334	655	270	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(1 757)	(882)	(639)	(198)	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	140	40	30	(52)	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	(983)	220	(293)	(132)	(460)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(983)	220	(293)	(132)	(460)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

(millions d'euros)	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(893)	918	(57)	898	750
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	(1)	-	(1)	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	89	(193)	38	(40)	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 111	2 606	2 326	2 473	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 307	3 330	2 307	3 330	3 111
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	3	2	1	-	2
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	-	(4)	-	52	(126)
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(436)	(462)	(26)	(44)	(56)
(Augmentation) diminution des stocks	(56)	(60)	(13)	63	(51)
(Augmentation) diminution des clients	(437)	(540)	3	(180)	(133)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(99)	(108)	(57)	(39)	(38)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	98	212	(73)	113	229
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	58	34	114	(1)	(63)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)*	Capitaux propres*
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde 1^{er} janvier 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	1 868	17 534
Résultat net						388			388	108	496
Autres éléments du résultat global net d'impôts							92	(1 318)	(1 226)	(97)	(1 323)
Résultat global						388	92	(1 318)	(838)	11	(827)
Dividendes						(289)			(289)	(170)	(459)
Augmentation de capital	98 952			3					3	-	3
Paievements fondés sur des actions				12					12	-	12
Actions propres		(139 348)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						84			84	97	181
Autres mouvements						1			1	2	3
Solde au 30 septembre 2013	287 354 454	17 935	1 149	9 710	(1)	6 651	(833)	(2 037)	14 639	1 808	16 447
Solde 1^{er} janvier 2014	287 365 397	17 935	1 149	9 712	(1)	6 868	(885)	(2 288)	14 555	1 730	16 285
Résultat net						288			288	108	396
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(25)	1 086	1 061	106	1 167
Résultat global						288	(25)	1 086	1 349	214	1 563
Dividendes						(289)			(289)	(113)	(402)
Augmentation de capital	165 959		1	6					7	-	7
Paievements fondés sur des actions				10					10	-	10
Actions propres		52 970			(3)	(11)			(14)	-	(14)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						(28)			(28)	32	4
Autres mouvements						(1)			(1)	3	2
Solde au 30 septembre 2014	287 531 356	70 905	1 150	9 728	(4)	6 827	(910)	(1 202)	15 589	1 866	17 455

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC 40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du CAC All-Tradable (ex indice SBF 250).

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 4 novembre 2014.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 septembre 2014 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 septembre 2014 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2013, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values de cession) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin septembre afin d'ajuster, le cas échéant, le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les évaluations actuarielles sont réalisées annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 30 septembre 2014 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Cette revue a permis de confirmer l'absence de perte de valeur au 30 septembre 2014.

En Syrie, suite à l'extension du conflit dans le nord du pays, le personnel de notre usine située dans la région d'Alep a été évacué. Les opérations sont suspendues et nous n'avons plus accès à l'usine depuis le 18 septembre 2014. A notre connaissance, l'usine n'a subi que des dégâts mineurs. Les dommages causés dans le cadre d'un conflit armé ne sont pas couverts par les polices d'assurance du Groupe. Au 30 septembre 2014, la valeur comptable de l'usine et du

goodwill s'élève à 225 millions d'euros dont 84 millions d'euros de goodwill, et la valeur comptable de l'actif net, y compris la réserve d'écarts de conversion au 30 septembre 2014, s'élève à environ 450 millions d'euros avant effet d'impôt. Un suivi de la situation sera réalisé au 31 décembre 2014.

Le test annuel de perte de valeur sera réalisé au cours du dernier trimestre de l'année.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2013 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2014, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2013 (page F23) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 septembre 2014 à l'exception d'IFRS 11 qui a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013.

Le Groupe a mené des travaux de revue de l'ensemble des partenariats qui constituent des co-entreprises. En conséquence, ces co-entreprises précédemment consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, sont dorénavant comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (voir Note 35 – Liste des principales filiales, co-entreprises et entreprises associées - de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2013, page F71).

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le compte de résultat, l'état du résultat global, le bilan, le tableau de flux de trésorerie et la variation des capitaux propres :

Compte de résultat	30 septembre 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>						
Produits des activités ordinaires	11 484	(1 550)	9 934	15 198	(2 107)	13 091
Coût des biens vendus	(8 868)	1 325	(7 543)	(11 740)	1 796	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(1 070)	128	(942)	(1 383)	173	(1 210)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres*	1 546	(97)	1 449	2 075	(138)	1 937
Plus- (moins-) values de cession	91	-	91	295	(4)	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(194)	31	(163)	(350)	55	(295)
Résultat d'exploitation	1 443	(66)	1 377	2 020	(87)	1 933
Charges financières	(880)	40	(840)	(1 177)	55	(1 122)
Produits financiers	88	1	89	136	2	138
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	5	(2)	3	19	(19)	-
Résultat avant impôts	656	(27)	629	998	(49)	949
Impôts	(188)	8	(180)	(262)	20	(242)
Résultat net des activités poursuivies	468	(19)	449	736	(29)	707
Résultat net des activités abandonnées	47	-	47	46	-	46
Résultat net	515	(19)	496	782	(29)	753
* Dont :						
- EBITDA	2 309	(222)	2 087	3 102	(308)	2 794
- Dotation aux amortissements	(763)	125	(638)	(1 027)	170	(857)
Dont part attribuable aux:						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	388	-	388	601	-	601
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	127	(19)	108	181	(29)	152
Résultats nets par action (euros)						
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe						
-résultat par action de base	1,35	-	1,35	2,09	-	2,09
-résultat par action dilué	1,34	-	1,34	2,08	-	2,08
Dont activités poursuivies						
-résultat par action de base	1,19	-	1,19	1,93	-	1,93
-résultat par action dilué	1,18	-	1,18	1,92	-	1,92

Etat du résultat global

	30 septembre 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
(millions d'euros)						
Résultat net	515	(19)	496	782	(29)	753
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	89	-	89	45	-	45
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1 412)	-	(1 412)	(1 706)	1	(1 705)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(1 323)	-	(1 323)	(1 661)	1	(1 660)
RÉSULTAT GLOBAL	(808)	(19)	(827)	(879)	(28)	(907)
Dont part attribuable aux:						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(838)	-	(838)	(928)	-	(928)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	30	(19)	11	49	(28)	21

Etat de la situation financière consolidée

	Au 1 ^{er} janvier 2013			Au 30 septembre 2013			Au 31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
(millions d'euros)									
ACTIF									
ACTIF NON COURANT	30 180	(879)	29 301	29 944	(1 061)	28 883	29 358	(911)	28 447
Goodwill	12 184	(231)	11 953	11 765	(581)	11 184	11 612	(585)	11 027
Immobilisations incorporelles	620	(194)	426	575	(212)	363	574	(204)	370
Immobilisations corporelles	14 992	(1 551)	13 441	15 010	(2 737)	12 273	14 752	(2 703)	12 049
Participations dans des co-entreprises et entreprises associées	470	1 080	1 550	618	2 492	3 110	643	2 531	3 174
Autres actifs financiers	698	29	727	735	(1)	734	656	11	667
Instruments dérivés	27	-	27	8	-	8	12	-	12
Impôts différés	1 149	(8)	1 141	1 196	(18)	1 178	1 082	43	1 125
Autres débiteurs	40	(4)	36	37	(4)	33	27	(4)	23
ACTIF COURANT	9 284	(589)	8 695	8 394	(972)	7 422	7 717	(931)	6 786
Stocks et travaux en cours	1 662	(136)	1 526	1 672	(197)	1 475	1 621	(196)	1 425
Clients	1 762	(223)	1 539	2 416	(434)	1 982	1 929	(383)	1 546
Autres débiteurs	779	(89)	690	747	(135)	612	797	(117)	680
Instruments dérivés	68	-	68	23	-	23	24	-	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 733	(127)	2 606	3 536	(206)	3 330	3 346	(235)	3 111
Actifs en cours de cession	2 280	(14)	2 266	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIF	39 464	(1 468)	37 996	38 338	(2 033)	36 305	37 075	(1 842)	35 233
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES									
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 666	-	15 666	14 639	-	14 639	14 555	-	14 555
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 082	(214)	1 868	2 027	(219)	1 808	1 951	(221)	1 730
CAPITAUX PROPRES	17 748	(214)	17 534	16 666	(219)	16 447	16 506	(221)	16 285
PASSIF NON COURANT	14 451	(330)	14 121	14 235	(639)	13 596	13 620	(464)	13 156
Impôts différés	973	(76)	897	1 043	(208)	835	915	(130)	785
Provision avantages du personnel	1 492	(16)	1 476	1 284	(14)	1 270	1 234	(16)	1 218
Provisions	637	1	638	666	(61)	605	591	(87)	504
Passifs financiers	11 261	(233)	11 028	11 162	(354)	10 808	10 805	(225)	10 580
Instruments dérivés	8	(5)	3	6	-	6	1	-	1
Autres créditeurs	80	(1)	79	74	(2)	72	74	(6)	68
PASSIF COURANT	7 265	(924)	6 341	7 437	(1 175)	6 262	6 949	(1 157)	5 792
Provision avantages du personnel	102	-	102	102	(1)	101	123	-	123
Provisions	127	(4)	123	147	(25)	122	124	(20)	104
Fournisseurs	1 985	(260)	1 725	2 276	(429)	1 847	2 224	(394)	1 830
Autres créditeurs	1 567	(140)	1 427	1 510	(246)	1 264	1 447	(236)	1 211
Impôts à payer	220	(7)	213	59	(35)	24	125	(13)	112
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 823	(495)	2 328	3 305	(436)	2 869	2 891	(493)	2 398
Instruments dérivés	53	(1)	52	38	(3)	35	15	(1)	14
Passifs liés aux actifs en cours de cession	388	(17)	371	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	39 464	(1 468)	37 996	38 338	(2 033)	36 305	37 075	(1 842)	35 233

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	30 septembre 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION						
Résultat net	515	(19)	496	782	(29)	753
Résultat net des activités abandonnées	47	-	47	46	-	46
Résultat net des activités poursuivies	468	(19)	449	736	(29)	707
Amortissements des immobilisations	763	(125)	638	1 027	(170)	857
Pertes de valeur des actifs	55	(5)	50	125	(15)	110
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	(5)	2	(3)	(19)	19	-
(Plus)- et moins- valeur de cession	(91)	-	(91)	(295)	4	(291)
(Produits) charges financiers	792	(41)	751	1 041	(57)	984
Impôts	188	(8)	180	262	(20)	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(108)	43	(65)	(168)	31	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(491)	29	(462)	(36)	(20)	(56)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	1 571	(124)	1 447	2 673	(257)	2 416
Intérêts reçus/payés	(608)	39	(569)	(893)	58	(835)
Impôts sur les bénéfices payés	(384)	40	(344)	(525)	49	(476)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	579	(45)	534	1 255	(150)	1 105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	1	-	1	1	-	1
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	580	(45)	535	1 256	(150)	1 106
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
Investissements industriels	(747)	66	(681)	(1 051)	101	(950)
Acquisitions de titres de filiales ⁽¹⁾	(14)	-	(14)	(15)	(3)	(18)
Investissements dans les coentreprises et les entreprises associées	-	(13)	(13)	-	(10)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(1)	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	872	(19)	853	1 105	(36)	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	1	18	19	1	14	15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	112	52	164	39	66	105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(2)	-	(2)	(2)	-	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	110	52	162	37	66	103
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT						
Variations de capital - propriétaires de la société mère	3	-	3	3	-	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(2)	-	(2)	(2)	-	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	188	-	188	188	-	188
Dividendes versés	(289)	-	(289)	(289)	-	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(192)	20	(172)	(218)	21	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 481	(147)	1 334	1 410	(122)	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(979)	97	(882)	(1 561)	102	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	63	(23)	40	9	(1)	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	273	(53)	220	(460)	-	(460)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	273	(53)	220	(460)	-	(460)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	30 septembre 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	964	(46)	918	834	(84)	750
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(1)	-	(1)	(1)	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(160)	(33)	(193)	(220)	(24)	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	2 733	(127)	2 606	2 733	(127)	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	3 536	(206)	3 330	3 346	(235)	3 111
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	2	5	(3)	2
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	11	(15)	(4)	(100)	(26)	(126)
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(491)	29	(462)	(36)	(20)	(56)
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(54)	(6)	(60)	(46)	(5)	(51)
(Augmentation) diminution des clients	(625)	85	(540)	(172)	39	(133)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(63)	(45)	(108)	(10)	(28)	(38)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	249	(37)	212	233	(4)	229
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	2	32	34	(41)	(22)	(63)

L'application d'IFRS 11 n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres part du Groupe mais a eu les impacts suivants sur les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) :

Variation des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

	30 septembre 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
Solde 1^{er} janvier 2013 attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 082	(214)	1 868	2 082	(214)	1 868
Résultat net	127	(19)	108	181	(29)	152
Autres éléments du résultat global net d'impôts	(97)	-	(97)	(132)	1	(131)
<i>Résultat global de la période</i>	30	(19)	11	49	(28)	21
Dividendes	(189)	19	(170)	(216)	19	(197)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	102	(5)	97	102	(5)	97
Autres mouvements	2	-	2	(66)	7	(59)
Solde clôture attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 027	(219)	1 808	1 951	(221)	1 730

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière, les conditions météorologiques affectant directement le niveau d'activité du secteur de la construction. Ainsi, la consommation des produits du Groupe diminue pendant les périodes hivernales des pays tempérés ou de fortes précipitations dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre généralement une baisse du chiffre d'affaires aux premier et quatrième trimestres sur les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord du fait de la saison hivernale, tandis que la saison estivale contribue à une augmentation de l'activité lors des deuxième et troisième trimestres.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Cession de la participation minoritaire dans les activités Plâtre Europe et Amérique du Sud

Le 12 février 2014, le Groupe a finalisé la cession à Etex de la participation minoritaire de 20% dans les activités plâtre Europe et Amérique du Sud. L'incidence nette de cette cession est de 145 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie consolidés sur la ligne « Cessions d'actifs », et de -5 millions d'euros au titre de la moins-value de cession avant impôts dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

3.2 Cession d'actifs granulats situés dans l'Etat du Maryland (Etats-Unis)

Le 12 février 2014, le Groupe a finalisé la cession de cinq carrières de granulats et actifs associés, situés dans l'Etat du Maryland (Etats-Unis), à Bluegrass Materials. L'incidence nette de cette cession est de 207 millions d'euros, après déduction des coûts de transaction et de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 32 millions d'euros au titre de la plus-value de cession avant impôts dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

3.3 Coûts liés au projet de fusion entre Lafarge et Holcim

Au 30 septembre 2014, des coûts d'un montant de 47 millions d'euros ont été comptabilisés dans le cadre du projet de fusion entre Lafarge et Holcim dans le compte de résultat sur la ligne « Autres produits (charges) charges d'exploitation » (*Pour plus d'information sur le projet de fusion voir Note 10*).

Note 4. Information sectorielle

Le Groupe est organisé par pays. Les pays ou groupes de pays sont les secteurs opérationnels du Groupe. Six régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des coentreprises et des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

a) Information par secteur

30 septembre 2014 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 680	2 195	846	2 877	549	1 708	
Moins : inter-secteur	(77)	-	(8)	(74)	-	(60)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 603	2 195	838	2 803	549	1 648	9 636
EBITDA	240	399^(b)	176	788	121	318	2 042
Dotation aux amortissements des immobilisations	(130)	(101)	(67)	(195)	(24)	(94)	(611)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	110	298	109	593	97	224	1 431
Plus- (moins-) values de cession	11	49	(2)	2	(36)	9	33
Autres produits (charges) d'exploitation	(93)	(26)	(9)	(37)	(9)	(16)	(190)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	(1)	(11)	(3)	-	-	(4)	(19)
RESULTAT D'EXPLOITATION	28	321	98	558	52	217	1 274
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	89	136	117	103	67	112	624
Capitaux investis	5 664	4 974	2 617	10 760	1 267	3 211	28 493
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 847	5 587	2 843	11 918	1 487	4 105	32 787
<i>Dont participations dans des coentreprises et des entreprises associées</i>	<i>1 685^(a)</i>	<i>29</i>	<i>43</i>	<i>872</i>	<i>180</i>	<i>405</i>	<i>3 214</i>
Actifs non alloués ^(c)							3 688
TOTAL ACTIF							36 475
Passifs sectoriels	1 844	1 438	271	1 108	214	619	5 494
Passifs et capitaux propres non alloués ^(d)							30 981
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							36 475

^(a) Dont goodwill résultant de la création de la coentreprise Lafarge Tarmac au Royaume-Uni le 7 janvier 2013 d'un montant de 545 millions d'euros

^(b) Incluant un gain de 24 millions d'euros suite à un changement de plan de retraite aux Etats-Unis

^(c) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(d) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 septembre 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 764	2 317	894	2 811	677	1 714	
Moins : inter-secteur	(92)	-	(7)	(93)	-	(49)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 672	2 317	887	2 717	677	1 664	9 934
EBITDA	195	412^(a)	151	765	185	379	2 087
Dotation aux amortissements des immobilisations	(133)	(117)	(66)	(203)	(29)	(90)	(638)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	62	295	85	562	156	289	1 449
Plus- (moins-) values de cession	42	(1)	(20)	-	66	4	91
Autres produits (charges) d'exploitation	(83)	(13)	(34)	(23)	(6)	(4)	(163)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(14)</i>	<i>(5)</i>	<i>(31)</i>	-	-	-	<i>(50)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	21	281	31	539	216	289	1 377
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	91	76	235	85	37	157	681
Capitaux investis	5 562	4 917	2 662	10 387	1 282	3 016	27 826
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 635	5 512	2 914	11 399	1 481	3 825	31 766
<i>Dont participations dans des co-entreprises et entreprises associées</i>	<i>1 620</i>	<i>27</i>	<i>41</i>	<i>801</i>	<i>212</i>	<i>409</i>	<i>3 110</i>
Actifs non alloués ^(b)							4 539
TOTAL ACTIF							36 305
Passifs sectoriels	1 864	1 444	282	955	198	562	5 305
Passifs et capitaux propres non alloués ^(c)							31 000
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							36 305

^(a) Incluant un gain de 20 millions d'euros suite à un changement de plan de retraite aux États-Unis

^(b) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(c) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 325	3 065	1 154	3 750	869	2 252	
Moins : inter-secteur	(117)	-	(10)	(118)	-	(79)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 208	3 065	1 144	3 632	869	2 173	13 091
EBITDA	264	552	201	1 032	240	505	2 794
Dotation aux amortissements des immobilisations	(183)	(153)	(89)	(270)	(39)	(123)	(857)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	81	399	112	762	201	382	1 937
Plus- (moins-) values de cession	45	(1)	(21)	(5)	269	4	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(186)	(23)	(49)	(35)	8	(10)	(295)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(66)</i>	<i>(5)</i>	<i>(36)</i>	-	-	<i>(3)</i>	<i>(110)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(60)	375	42	722	478	376	1 933
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	149	117	286	134	60	204	950
Capitaux investis	5 507	4 543	2 660	10 243	1 180	2 940	27 073
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 679	5 040	2 863	11 278	1 361	3 740	30 961
<i>Dont participations dans des co-entreprises et des entreprises associées</i>	<i>1 698</i>	<i>26</i>	<i>42</i>	<i>815</i>	<i>198</i>	<i>395</i>	<i>3 174</i>
Actifs non alloués ^(a)							4 272
TOTAL ACTIF							35 233
Passifs sectoriels	1 925	1 257	250	998	180	560	5 170
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							30 063
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							35 233

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	30 septembre 2014	30 septembre 2013	31 décembre 2013	30 septembre 2014	30 septembre 2013	31 décembre 2013
Ciment	6 429	6 575	8 645	6 903	7 049	9 256
Granulats & Béton	3 173	3 321	4 397	3 187	3 331	4 412
Autres produits	34	38	49	34	38	49
Eliminations				(488)	(484)	(626)
Total	9 636	9 934	13 091	9 636	9 934	13 091

c) Information par pays

(millions d'euros)	30 septembre 2014		30 septembre 2013		31 décembre 2013	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	1 603	5 686	1 672	5 616	2 208	5 617
dont :						
France	1 257	2 270	1 338	2 305	1 764	2 318
Amérique du Nord	2 195	4 343	2 317	4 307	3 065	4 190
dont :						
Etats-Unis **	788	1 115	813	1 181	1 077	1 149
Canada **	1 407	875	1 504	826	1 988	795
Europe centrale et de l'est	838	2 498	887	2 521	1 144	2 547
Moyen Orient et Afrique	2 803	10 619	2 717	10 241	3 632	10 170
dont :						
Egypte	351	2 235	267	2 203	368	2 137
Algérie	505	3 050	462	2 913	615	3 006
Nigéria	489	1 392	456	1 274	598	1 272
Amérique latine	549	1 244	677	1 255	869	1 188
dont :						
Brésil	446	855	465	810	608	772
Asie	1 648	3 133	1 664	2 990	2 173	2 908
Total	9 636	27 523	9 934	26 930	13 091	26 620

* Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des co-entreprises et entreprises associées

** Actifs non courants sectoriels hors goodwill

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 septembre 2014 et 2013, et pour le 31 décembre 2013 est présenté ci-dessous :

	9 mois		31 décembre
	2014	2013	2013
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	288	388	601
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	288	341	555
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 402	287 242	287 268
Nombre total d'actions potentielles dilutives	2 189	1 982	1 964
Nombre moyen d'actions - dilué	289 591	289 224	289 232
Résultat par action (euros)	1,00	1,35	2,09
Résultat dilué par action (euros)	0,99	1,34	2,08
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	1,00	1,19	1,93
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	0,99	1,18	1,92

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 septembre		31 décembre
	2014	2013	2013
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	10 343	10 770	10 557
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	23	38	23
Passifs financiers, part à plus d'un an	10 366	10 808	10 580
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 319	2 858	2 387
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	-	11	11
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 319	2 869	2 398
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	12 662	13 628	12 944
Total options de vente octroyées aux minoritaires	23	49	34
Total passifs financiers	12 685	13 677	12 978

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (702 millions d'euros au 30 septembre 2014, 7 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 93 millions d'euros au 30 septembre 2013). La variation nette de ces passifs est une augmentation de 695 millions d'euros au 30 septembre 2014 (une augmentation de 7 millions d'euros au 31 décembre 2013 et une augmentation de 93 millions d'euros au 30 septembre 2013) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an".

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 septembre 2014 à 6,1% (6,3% au 30 septembre 2013 et 6,6% au 31 décembre 2013).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut après swaps s'établit à 6,3% pour les 9 premiers mois de 2014 (6,2% pour les 9 premiers mois de 2013 et 6,2% pour l'année 2013).

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2013.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord-américaines ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 30 septembre 2014 à 364 millions d'euros (379 millions d'euros au 30 septembre 2013 et 358 millions d'euros au 31 décembre 2013).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 285 millions d'euros au 30 septembre 2014 (307 millions d'euros au 30 septembre 2013 et 282 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 79 millions d'euros au 30 septembre 2014 (72 millions d'euros au 30 septembre 2013 et 76 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Information relative à la juste valeur des instruments financiers

Les principales catégories d'actifs et de passifs financiers du Groupe sont identiques à celles identifiées dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013. Par ailleurs, les écarts entre les justes valeurs et les valeurs comptables de ces principales catégories d'actifs et de passifs financiers n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2013.

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté en 2014 au titre de l'exercice 2013 (payé en juillet 2014), ainsi que celui voté en 2013 au titre de l'exercice 2012 (payé en juillet 2013).

(en euros, sauf indication contraire)	2013	2012
Dividende total (en millions d'euros)	289	289
Dividende par action	1,00	1,00
Dividende majoré par action ⁽¹⁾	1,10	1,10

⁽¹⁾ Voir la Section 6.2.5 (c) (Statuts - Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions) du Document de Référence 2013 pour plus d'informations sur le dividende majoré.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 1 ^{er} janvier 2014	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 septembre 2014
Actifs financiers disponibles à la vente	7	-	-	7
<i>Valeur brute</i>	17	-	-	17
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(20)	(17)	12	(25)
<i>Valeur brute</i>	(29)	(22)	16	(35)
<i>Impôt différé</i>	9	5	(4)	10
Gains et pertes actuariels	(872)	(20)		(892)
<i>Valeur brute</i>	(1 189)	(39)		(1 228)
<i>Impôt différé</i>	317	19		336
Total Autres réserves	(885)	(37)	12	(910)
Total Ecart de conversion	(2 288)	1 081	5	(1 202)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(3 173)	1 044	17	(2 112)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : Le 14 avril 2003, l'autorité allemande de la concurrence (le « Bundeskartellamt ») annonçait imposer des amendes aux principales sociétés cimentières allemandes, dont notre filiale Lafarge Zement, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Suite aux différentes procédures et décisions intervenues depuis lors, dont le jugement final de la Cour Suprême Fédérale en date du 9 avril 2013, le montant net supporté par notre filiale au titre de ce litige s'est élevé à 18,4 millions d'euros.

Dans l'action civile de groupe introduite depuis 2006 en parallèle des procédures ci-dessus désormais closes, des tiers réclament la réparation de dommages résultant de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Le 17 décembre 2013, suite à la procédure, la Cour de première instance ("Landgericht" de Düsseldorf) a rejeté les réclamations et également confirmé sa position selon laquelle ces actions seraient prescrites. Les demandeurs ont interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel ("Oberlandesgericht"). L'audience devrait intervenir au cours du quatrième trimestre 2014 pour un jugement en 2015.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (62 millions d'euros⁶), sur un montant total de 60 milliards de roupies (771 millions d'euros⁶). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit le 31 août 2012 un recours en appel devant le Competition Appeal Tribunal (le « COMPAT »), ainsi qu'une requête visant à surseoir au paiement de l'amende jusqu'à décision finale du COMPAT. Par décision en date du 17 mai 2013, après différentes étapes procédurales, le COMPAT a décidé d'accorder ce sursis provisoire, sous condition du versement d'un dépôt de garantie de 10% du montant de l'amende infligée par la Commission. Lafarge India PVT a déposé la somme correspondante (soit 6,7 millions d'euros) le 24 juin 2013, tout en demandant au Tribunal de rectifier et réduire ce montant suite à une erreur de calcul. Cette requête visant à rectifier le montant du dépôt de garantie sera examinée en même temps que l'appel principal. Les audiences sur le fond de l'affaire sont en cours et la décision finale du COMPAT pourrait intervenir courant 2015. Aucune provision n'a été constituée.

Etats-Unis – Canada – Plâtre : À compter de décembre 2012, une série d'actions pour pratiques anticoncurrentielles a été initiée contre l'ensemble des acteurs de l'industrie des plaques de plâtre, y compris Lafarge North America Inc., auprès de cours fédérales situées dans plusieurs villes américaines, dont Philadelphie, Chicago et Charlotte. Ces actions ont depuis été regroupées devant le « Eastern District of Pennsylvania » et les demandeurs ont déposé une plainte groupée. En substance, les demandeurs allèguent de pratiques anticoncurrentielles visant à des augmentations de prix dans les années 2012 et 2013. Les demandeurs n'apportent aucune preuve directe d'accords entre les défendeurs, et s'appuient en grande partie sur des éléments circonstanciels présumés. Lafarge North America Inc. estime ces poursuites sans fondement et entend opposer une défense vigoureuse à ces actions. Aucune provision n'a été constituée.

Par la suite, en septembre 2013, deux nouvelles actions de groupe ont été introduites, respectivement au Québec et dans l'Ontario (cette dernière pour le compte de potentiels plaignants au Canada) contre les membres de l'industrie des plaques de plâtre, dont nos filiales Lafarge Canada Inc. et Lafarge North America Inc. Les demandeurs prétendent que les acteurs du secteur se sont concertés pour augmenter les prix entre septembre 2011 et la date de leur requête. Nos filiales estiment ces poursuites sans fondement et entendent opposer une défense vigoureuse. Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée :

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une

⁶ Conversion par convention au taux de change de clôture.

enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'Espace Economique Européen, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. Lafarge a répondu aux différentes demandes d'informations de la Commission. Au cours du troisième trimestre 2012, des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'«Office of Fair Trading» (« OFT ») a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence UK (la « Commission ») de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des granulats, du ciment et du béton («Industrie») en Grande-Bretagne La Commission a mené cette enquête de marché sur l'approvisionnement des produits visés. Le 21 mai 2013 la Commission a publié un rapport de recherches provisoire (le « Rapport Préliminaire ») alléguant de l'existence d'une combinaison de caractéristiques structurelles et de conduite (« combination of structural and conduct features») pouvant entraîner des effets sur la concurrence dans le marché du ciment en Grande-Bretagne. Le 25 juin 2013, Lafarge Tarmac (« LT ») a répondu à ce Rapport Préliminaire contestant vigoureusement les conclusions provisoires et les mesures correctives (« remedies ») envisagées. Le 8 octobre 2013, la Commission a publié sa décision provisoire sur les mesures correctives qui prévoit la cession par LT d'une cimenterie, de centrales à béton (si demandé par un acquéreur potentiel) et de deux broyeurs de laitier (les « Mesures de Désinvestissement »), et impose des mesures correctives comportementales relatives notamment à la publication de données sur le marché du ciment et aux lettres de notification de prix. En novembre 2013, LT a répondu à cette décision provisoire sur les mesures correctives. Le 14 janvier 2014, le rapport final de la Commission (le «Rapport final») a été publié, confirmant les Mesures de Désinvestissement (sinon que LT n'a plus à désinvestir les deux broyeurs de laitier) et les mesures correctives comportementales. En mars 2014, LT a contesté les conclusions de la Commission et formé un recours devant le « Competition Appeal Tribunal » («CAT»). Par décision en date du 11 septembre 2014, le CAT a ordonné la suspension temporaire de la procédure jusqu'au 1^{er} avril 2015, pour une reprise des audiences à compter du 13 avril 2015.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées en Louisiane, à la Nouvelle Orléans et dans ses environs. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du «Inner Arbor Navigational Canal» à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action). Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire («Motion for Summary Judgment») à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs par la «Federal Court». L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la «Federal Court» le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la «Federal Court». Les plaignants avaient fait appel de cette décision mais l'ont volontairement retiré par la suite. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le «Parish of Saint Bernard» devant la «State Court» de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la «Federal Court» saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a ensuite déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre «Parish of Saint Bernard», requête à laquelle il a aussi été consenti. Les plaignants ont fait appel de cette décision le 3 janvier 2013, et par décision en date du 19 décembre 2013, un panel de trois juges de la Cour d'appel a infirmé cette décision et renvoyé l'affaire devant le tribunal de première instance pour un procès devant jury (pas de calendrier officiel de procédure à ce stade). Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à cette action en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement. Aucune provision n'a été constituée.

Grèce – Héraclès : En 1999, la Commission Européenne (CE) a jugé qu'une partie d'une aide d'Etat accordée en 1986 à Héraclès, notre filiale depuis 2001 cotée en Grèce, était illégale et a ordonné à l'Etat grec d'obtenir le remboursement auprès d'Héraclès d'un montant de 7,3 millions d'euros, plus les intérêts. Dans un courrier ultérieur, en 1999, la CE a indiqué un montant calculé sur la base d'un intérêt capitalisé de 18 %. En 2000, Héraclès a restitué le montant global (soit 74 millions d'euros, intégrant les intérêts capitalisés) et déposé un recours devant le tribunal administratif de première instance d'Athènes (« TA »). En 2001, le TA a jugé que, en l'absence de mention d'intérêts capitalisés dans la décision CE, les autorités grecques ne pouvaient pas réclamer un montant intégrant des intérêts capitalisés, et a limité le montant à recouvrer à 25,6 millions d'euros (correspondant à un montant calculé avec des intérêts simples). En 2005, les autorités grecques ont remboursé à Héraclès 44 millions d'euros. Les parties ont fait appel. Plusieurs années plus tard, après que le jugement du TA ait été confirmé en appel, la Cour Administrative Suprême, en 2012, a renvoyé l'affaire pour nouveau jugement sur le fond concernant le montant de 44 millions d'euros reversé à Héraclès. Suite à une audience du 13 février 2014, Héraclès a eu récemment connaissance que la formation d'appel avait rendu sa décision.

Ce jugement annule la décision du TA de 2001, sur le fondement duquel les autorités grecques avaient dû rembourser 44 millions d'euros à Héraclès. Ce nouveau jugement a été officiellement signifié à Héraclès le 13 octobre 2014. Héraclès conteste ce jugement, s'en défendra vigoureusement devant la Cour Administrative Suprême et examinera les autres mesures visant à contester l'exécution possible de ce jugement. Aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes à ce titre.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2013.

Note 10. Autres informations

Le 7 avril 2014, Lafarge et Holcim ont annoncé un projet visant à rapprocher les deux sociétés dans le cadre d'une fusion entre égaux pour créer LafargeHolcim, un groupe à l'avant-garde de l'industrie des matériaux de construction. Ce projet a été approuvé par les Conseils d'administration des deux sociétés et a reçu le plein soutien de leurs actionnaires de référence.

LafargeHolcim serait une société cotée sur Euronext Paris et sur le SIX à Zurich et serait une société de droit suisse domiciliée en Suisse. Cette fusion serait structurée comme une offre publique d'échange initiée par Holcim sur les actions de Lafarge. Le Conseil d'administration de LafargeHolcim serait composé d'un nombre égal d'administrateurs venant de Lafarge et de Holcim. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet <http://lafargeholcim.projet-fusion.com/fr>.

Le rapprochement proposé est entre autres conditionné à l'approbation des actionnaires de Holcim, à l'apport dans le cadre de l'offre d'échange par les actionnaires Lafarge d'au moins 2/3 des actions et des droits de vote de Lafarge sur une base totalement diluée et à l'obtention des différentes autorisations notamment réglementaires et autres approbations et consultations d'usage. La finalisation de l'opération devrait intervenir au cours du premier semestre 2015 sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises. D'ici la finalisation de l'opération, les deux sociétés poursuivent leurs activités de manière autonome.

Le 7 juillet 2014, après la signature de l'accord de fusion (« Combination Agreement »), Lafarge et Holcim ont publié une liste d'actifs qui pourraient être désinvestis afin d'anticiper les demandes éventuelles des autorités de la concurrence. Dans le cadre de la notification formelle du projet de fusion le 28 octobre 2014 à la Commission européenne et suite au dialogue de pré-notification, la liste des actifs proposés pour être désinvestis en Europe a été amendée par rapport à la liste présentée le 7 juillet 2014. Ainsi, les activités de Holcim en Slovaquie seraient désinvesties et la cimenterie de Lafarge située à Mannersdorf en Autriche serait conservée. Dans le reste du monde, la liste des actifs proposés pour être désinvestis reste identique, à l'exception des Philippines. Le processus de cession se déroulera dans le respect des conditions d'information et de consultation en vigueur et dans le cadre d'un dialogue permanent avec les instances de représentation du personnel. Les désinvestissements proposés seront notamment conditionnés à l'examen des autorités de régulation, à l'accord des co-actionnaires lorsque nécessaire, ainsi qu'à la conclusion effective de l'offre publique d'échange. En lien avec cette annonce, un accord a été signé le 24 juillet 2014 avec Anglo American pour le rachat par Lafarge des 50% détenus dans Lafarge Tarmac au Royaume-Uni pour une valeur minimale de 885 millions de livres sterling ; ce rachat est notamment conditionné à la réalisation effective de la fusion entre Lafarge et Holcim.

Le Groupe n'a pas identifié d'impacts, à traduire dans les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 septembre 2014, qui pourraient être engendrés par la réalisation effective de la fusion, notamment liés à l'effet éventuel d'offres publiques obligatoires, de clauses de changement de contrôle ou autres dispositions légales, réglementaires ou contractuelles particulières relatives par exemple aux instruments financiers, aux impôts, à des contrats d'approvisionnement, à des accords avec des partenaires ou aux régimes d'avantages au personnel, notamment les retraites.

Des discussions sont en cours avec le Conseil paritaire du fonds de pension au Royaume-Uni concernant les conséquences potentielles de la fusion sur le financement du régime de retraite par le Groupe. Le montant de la

provision relative au régime de retraite au Royaume-Uni s'élève à 227 millions d'euros dans les comptes consolidés au 30 septembre 2014, sur la base d'une évaluation du déficit net déterminé conformément à IAS 19. Selon les règles du plan et dans certaines circonstances, le Conseil paritaire du fonds de pension a la possibilité en dernier recours de demander la liquidation du régime de retraite auprès d'une compagnie d'assurance. Fin juin 2014, le déficit déterminé sur la base d'une liquidation du régime auprès d'une compagnie d'assurance était estimé à environ 1 milliard de livres sterling. A notre avis, il n'existe à ce jour aucun élément qui justifierait la demande de liquidation du régime de retraite, et nous sommes en discussion active avec le Conseil paritaire afin de le conforter sur l'absence d'incidence de la fusion sur le financement du régime.

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture.

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés

Monsieur le Président - Directeur général,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Lafarge et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2014, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Nouvelles normes et interprétations IFRS » des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés qui expose les effets de l'application au 1er janvier 2014 de la norme IFRS 11 – Partenariats.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 novembre 2014

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé